

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, président de la République et Hu Jintao, président de la République Populaire de Chine, sur la coopération entre la France et la Chine et les échanges commerciaux franco-chinois, l'organisation d'un référendum à Taïwan, l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, la question du Tibet et les droits de l'Homme en Chine, Paris le 27 janvier 2004.

LE PRESIDENT - Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens à saluer ici à la fois les journalistes chinois, les journalistes français et, naturellement, les autres aussi.

Je voudrais tout d'abord dire le plaisir que nous avons à recevoir, en France et en visite d'Etat, le Président HU JINTAO et son épouse.

Nous sommes particulièrement honorés par le fait que quelques mois seulement après sa participation au sommet d'Evian, le Président ait choisi la France pour son premier voyage d'Etat en Europe. Et nous l'en remercions.

Cette visite intervient au moment où nous célébrons le quarantième anniversaire de l'établissement des relations politiques entre la Chine et la France, à l'initiative du Président MAO TSE-TOUNG et du Général de GAULLE. C'est une date historique qui rappelle l'attachement de nos deux nations à la primauté du dialogue et de la coopération sur la confrontation.

Cette visite s'inscrit également dans le contexte de l'année de la Chine en France qui est une grande réussite et une occasion unique de découvrir les trésors culturels de la Chine ancienne, mais aussi de mieux comprendre et de mieux connaître la Chine contemporaine.

Dans le prolongement de la déclaration que nous avons adoptée en mai 97 avec le Président JIANG ZEMIN, nous avons signé ce matin une déclaration destinée à conforter notre partenariat global stratégique pour promouvoir un monde plus sûr, plus respectueux de sa diversité et plus solidaire.

C'est un texte important qui marque une nouvelle étape de notre partenariat global et qui, en quelque sorte, devient notre feuille de route.

Dans le domaine international, dont nous avons longuement parlé, en particulier hier, nos deux pays partagent le même attachement au multilatéralisme. Nous avons évoqué les principaux problèmes mondiaux. Sur la Corée du Nord, j'ai salué les efforts de la Chine pour permettre un règlement pacifique de ce dossier important. Sur l'Iraq, nous avons été, pendant toute la période, toute l'année passée, en concertation permanente, à tous les niveaux. Et nous partageons le même sentiment de la nécessité d'un transfert, à un gouvernement iraquien indépendant, de la souveraineté et des responsabilités et aussi sur le rôle qui doit être celui des Nations Unies dans l'ensemble de cette transition.

J'ai également rappelé la position constante de la France sur l'unicité de la Chine. Et dans cet esprit, j'ai marqué notre opposition à toute initiative unilatérale, y compris le référendum, qui

... j'ai marqué notre opposition à toute initiative unilatérale, y compris le référendum, qui viserait à modifier le statu quo et à accroître les tensions dans le détroit de Taïwan.

Les problèmes doivent être traités par le dialogue et la concertation et non pas par des initiatives susceptibles de créer des affrontements. Ces initiatives risqueraient d'être contraires à la paix et à la stabilité dans cette partie du monde.

Concernant les relations bilatérales, nous avons pris un certain nombre de décisions pour renforcer notre partenariat en ce qui concerne la modernisation économique entreprise par la Chine et, en particulier, le développement de nos relations dans certains secteurs privilégiés concernant notamment l'énergie, les transports aéronautiques, le spatial, les transports ferroviaires mais également les sciences de l'humain et les sciences de l'environnement et de la lutte contre la pollution.

S'agissant de la politique modernisation économique et sociale menée par la Chine, nous avons évoqué la question de l'approfondissement de l'état de droit et des Droits de l'Homme. Le texte de la déclaration que nous venons d'adopter et de signer traduit l'importance de cette question. Et la croissance économique impressionnante et durable de la Chine doit certainement l'inviter à progresser résolument dans la voie de la démocratie et des libertés.

Enfin, nous avons souligné l'importance des relations entre la Chine et l'Union européenne : ces relations qui sont bonnes doivent encore se développer. C'est dans cet esprit que la France a pris, hier encore, au Conseil affaires générales qui s'est tenu à Bruxelles une position favorable à la levée d'un embargo qui date maintenant de plus de 15 ans et qui ne correspond plus du tout à la réalité politique du monde contemporain.

LE PRESIDENT HU JINTAO - Mesdames et Messieurs, je suis très heureux aujourd'hui d'avoir cette occasion de rencontrer les journalistes. Je vous prie tout d'abord de bien vouloir transmettre au peuple français les sentiments d'amitié du peuple chinois. Je voudrais également exprimer mes remerciements à son Excellence, Monsieur le Président CHIRAC pour son aimable invitation à venir effectuer une visite d'Etat en France à l'occasion du 40ème anniversaire des relations sino-françaises et pour la célébration de l'année de la Chine en France.

Hier après-midi et ce matin, j'ai eu avec le Président des entretiens approfondis sur nos relations bilatérales, sur les dossiers internationaux importants et sur d'autres dossiers régionaux, et nous sommes parvenus à une large identité de vue.

Tout à l'heure, j'ai signé avec le Président, la déclaration conjointe entre nos deux gouvernements.

Je suis tout à fait d'accord avec les commentaires faits par Monsieur le Président sur les entretiens que nous avons eus hier et aujourd'hui.

Il y quarante ans, jour pour jour, le Président MAO TSE-TOUNG et le Général Charles de GAULLE ont montré leur courage de stratèges en annonçant l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France. Depuis plus de quarante ans, sous l'impulsion commune des dirigeants chinois et français, les coopérations entre la Chine et la France, dans tous les domaines, n'ont cessé de se renforcer et de s'approfondir et des résultats réjouissants ont été enregistrés.

Après ces entretiens, je suis donc d'accord avec le Président pour estimer qu'il existe un grand potentiel de développement de nos relations de coopération et ces coopérations possèdent un bel avenir. Nous sommes d'avis que le développement d'un partenariat global stratégique entre la Chine et la France correspond aux intérêts fondamentaux de nos deux peuples. Et cela profitera également à la coopération sino-européenne, à la paix, à la stabilité, au développement et à la prospérité de notre monde.

Au cours de nos entretiens, nous avons également procédé à un échange de vues sur les grands problèmes internationaux d'importance majeure. Et nous sommes d'avis que dans le contexte international qui est très complexe, la Chine et la France doivent renforcer encore davantage leur concertation et leur coordination. Ceci pour relever en commun tous les défis, pour apporter une paix durable et la prospérité générale de notre monde.

Maintenant, moi-même et Monsieur le Président, nous sommes heureux de prendre vos questions.

QUESTION - Monsieur le Président, j'ai une question sur l'examen par l'Union européenne d'une éventuelle levée de l'embargo de vente d'armes à la Chine. J'aimerais savoir si cette levée ne risque pas d'avoir des conséquences sur les rapports de force, sur les deux rives du détroit de Taiwan ? J'aimerais aussi savoir, Monsieur le Président HU JINTAO à qui je souhaite la bonne année, Vous avez souvent travaillé au Tibet, est-ce qu'il y a de nouvelles initiatives dans la politique tibétaine ? La Chine insiste sur toujours son opposition à l'indépendance éventuelle du Tibet, mais le Dalaï Lama ne réclame que l'autonomie. Quels sont les blocages de ce dialogue ?

LE PRESIDENT - Sur la question de l'embargo, je l'ai évoqué tout à l'heure. Cet embargo n'a plus aucun sens aujourd'hui. Il n'est naturellement pas de nature à modifier les rapports stratégiques. Il sera levé, je l'espère, dans les mois qui viennent. Je le répète, la France y est très favorable.

LE PRESIDENT HU JINTAO - Vous avez posé une question sur le Tibet. Vous savez, le Tibet fait partie intégrante du territoire chinois. Il s'agit là d'une large identité de vues dans la communauté internationale. S'il existe des divergences entre nous et le Dalaï Lama, ce ne sont pas des divergences d'ordre ethnique, religieux ou bien en matière des Droits de l'Homme. Il s'agit donc de reconnaître que le Tibet est une partie inaliénable du territoire chinois. Il existe toujours des canaux de contact entre le gouvernement central et le Dalaï Lama, depuis 2002. Nous avons reçu trois délégations composées de Tibétains qui sont venues visiter l'intérieur du pays et ce sont des Tibétains qui ont des contacts très étroits avec le Dalaï Lama.

La politique que nous poursuivons à l'égard du Dalaï Lama reste très claire, pourvu que le Dalaï Lama abandonne cette politique pour l'indépendance du Tibet, pourvu qu'il mette fin à ses activités de séparation de la Chine et qu'il reconnaisse le Tibet comme une partie inaliénable du territoire chinois. La porte sur les négociations entre le gouvernement central et le Dalaï Lama restera toujours ouverte. Merci.

QUESTION - J'ai, comme ma collègue, une double question. La première s'adresse au Président HU JINTAO. Si le référendum du 20 mars à Taiwan avait comme résultat une décision contraire à la politique de la Chine, à la politique de réunification de la Chine, quelles mesures pensez-vous prendre à l'encontre de ce résultat ? La deuxième question s'adresse au Président Jacques CHIRAC. Président, vous avez condamné en qualifiant de grave erreur la décision de tenir ce référendum, à Taiwan, le 20 mars. J'aimerais savoir quelles sont vos motivations ? Avez-vous condamné ce référendum par conviction personnelle ou pour défendre les intérêts de la France ?

LE PRESIDENT HU JINTAO - Sur la question de Taiwan, le gouvernement chinois adopte toujours une position très claire. Nous sommes très attachés à la réunification pacifique et au principe d'un pays, d'un système. Nous allons faire le maximum d'efforts pour réaliser la réunification pacifique, régler le problème de Taiwan de manière pacifique. Mais nous nous opposons fermement à l'indépendance de Taiwan et nous sommes contre toute tentative qui conduirait à l'indépendance de Taiwan, y compris sous l'enseigne d'un référendum.

Nous ne saurons permettre à quiconque de séparer Taiwan du reste de la Chine, sous une forme ou une autre.

LE PRESIDENT - Vous m'avez demandé si ma position était une conviction personnelle ou la défense des intérêts de la France. Cela n'aurait rien de honteux que de défendre les intérêts de la France mais je peux vous dire, dans le cas particulier, que ce n'est pas du tout mon motif.

Quand il y a des problèmes entre les hommes, l'expérience prouve que le meilleur moyen de les régler, c'est le dialogue et la concertation, je dirais, dans l'apaisement. Tout ce qui développe les tensions est dangereux. Toute initiative qui peut être interprétée par l'une ou l'autre des parties comme agressive est dangereuse pour tout le monde et donc irresponsable. C'est la raison pour laquelle la France condamne une initiative comme celle du référendum ou tout autre qui peut apparaître comme agressive.

Et dans cet esprit, cette initiative est dangereuse pour tout le monde, pour Taiwan, pour la Chine, pour la stabilité dans le détroit et plus largement dans cette partie du monde où il y a tout de même beaucoup de gens qui se croisent, n'est-ce pas ? Dans le cas particulier, ce que je soutiens, c'est la paix et non pas les intérêts de la France, même si, naturellement, ceux-ci sont

très proches de mon cœur.

QUESTION - Monsieur le Président, nous sommes maintenant en pleine fête traditionnelle chinoise de printemps. Tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter une bonne année et je vous souhaite aussi beaucoup de bonheur en cette année du singe.

Ma première question s'adresse au Président HU JINTAO : au cours de ces dernières années, vous avez déjà effectué si je ne me trompe pas, trois visites en France. On va dire que la France est le pays occidental que vous avez le plus visité. Pourquoi avez-vous cette affection toute particulière pour la France ?

Ma deuxième question s'adresse au Président CHIRAC. Monsieur le Président, nous avons remarqué que dans les entretiens vous avez dit que les relations sino-françaises dans le secteur économique-commercial ont connu un développement très rapide et surtout le volume d'échanges commerciaux a rapidement augmenté.

Vous avez également dit que nos économies sont mutuellement complémentaires. D'après vous, quels seront les efforts que la France doit encore faire pour exploiter davantage le grand marché chinois ?

LE PRESIDENT HU JINTAO - Comme vous l'avez dit très justement, depuis la deuxième moitié de l'année 2001, j'ai déjà visité trois fois la France. Si je reviens si souvent en France, tout d'abord, je dois en remercier le Président CHIRAC et le peuple français. Le Président est un homme très hospitalier, il m'a adressé à plusieurs reprises des invitations et cela a créé des opportunités pour moi de revenir fréquemment en France.

Deuxièmement, je dois dire que les visites fréquentes que j'ai effectuées en France montrent qu'il existe des liens étroits entre nos deux pays. Le peuple chinois et le peuple français sont liés par des sentiments d'amitié traditionnelle. Nos deux pays partagent également une grande convergence de vues sur de nombreux problèmes internationaux et des problèmes régionaux. Notre coopération se développe toujours davantage.

Au cours des entretiens, j'ai été d'accord avec Monsieur le Président pour estimer qu'il faut renforcer et multiplier davantage les échanges de haut niveau entre les dirigeants de nos deux pays, ceci pour promouvoir notre coopération et pour rendre les relations sino-françaises encore plus serrées et encore plus étroites.

J'ai adressé une invitation à Monsieur le Président pour qu'il effectue une visite en Chine pendant la célébration de l'année de France en Chine et Monsieur le Président a accepté cette invitation avec plaisir.

LE PRESIDENT - C'est vrai que je me rendrai avec beaucoup de joie en Chine dans un an, à l'occasion de l'année de la France en Chine. S'agissant de nos échanges commerciaux sur lesquels vous m'avez interrogé, Madame, je dois dire qu'ils sont insuffisants et ils se développent de façon satisfaisante. Le Président me faisait remarquer que l'augmentation d'une année sur l'autre a été de soixante pour cent, je parle de nos échanges commerciaux. Et la stratégie de partenariats économiques dans les différents sujets, dans les différents domaines que j'évoquais tout à l'heure laisse penser que cette croissance va augmenter. Naturellement, la croissance économique de l'économie chinoise, qui est tout à fait spectaculaire et très certainement durable, ne peut que faciliter le développement de ces échanges commerciaux entre nos deux pays. Il y a donc là une volonté politique et une opportunité économique.

QUESTION - Pour prolonger votre réponse, Monsieur le Président, ma question s'adresse au Président HU JINTAO. Vous serez jeudi à Toulouse où vous visiterez les usines Airbus. Est-ce que les négociations ont progressé dans ce secteur ?

LE PRESIDENT HU JINTAO - Il existe entre les départements aéronautiques de l'aviation en Chine et le groupe Airbus de bonnes relations et de bonnes coopérations. Pendant ces dernières années, des entreprises d'aviation chinoises ont acheté pas mal d'avions Airbus. Ceci fait que la proportion qu'occupent les avions d'Airbus dans le contingent général des avions chinois commence donc à augmenter. A ma connaissance, tout récemment, la Southern Airlines et le groupe Airbus se sont mis d'accord sur l'acquisition de vingt et un avions Airbus. Nous sommes très heureux d'avoir reçu cette nouvelle. Et je suis convaincu que, dans l'avenir, ces relations de coopération entre Airbus et le secteur chinois de l'aviation se développeront encore davantage.

coopération entre l'Union et le secteur chinois de l'aéronautique et du développement encore davantage. Peut-être vais-je demander à un journaliste de China Daily de poser une question.

QUESTION - J'ai donc deux questions. La première s'adresse au Président HU JINTAO. Vous avez parlé du progrès enregistré récemment dans la construction de l'Union européenne et on a remarqué qu'il y a une percée qui s'est également réalisée dans les relations sino-européennes. Est-ce que vous pouvez nous donner quelques commentaires sur l'avenir de la construction de l'Union européenne, vue par les Chinois ? Quel sera l'avenir des relations sino-européennes ? Ma deuxième question s'adresse au Président CHIRAC. Vous avez parlé tout à l'heure du développement des relations économiques et commerciales entre nos deux pays. J'ai lu les journaux locaux et on a comparé le nombre de visites que vous avez effectuées en Chine avec celles des autres chefs d'Etat des pays occidentaux. Est-ce que vous comptez multiplier les visites en Chine ?

LE PRESIDENT HU JINTAO - Il est vrai que l'Union européenne se trouve maintenant dans une étape importante de développement. Au mois de mai de cette année, l'Union européenne va s'élargir et ses membres passeront de quinze à vingt-cinq. Récemment, l'Union européenne a également fait de nouveaux pas en avant en ce qui concerne l'Europe de la défense. L'influence qu'exerce l'Union européenne ainsi que le rôle qu'elle joue en Europe et dans le monde entier ne cesse de s'agrandir et l'Union européenne deviendra certainement un pôle important dans notre monde multipolaire. La Chine soutient depuis toujours le processus de construction de l'Europe, elle accorde également une grande importance au rôle toujours plus important que joue l'Union européenne dans les affaires régionales et internationales. Nous souhaitons que l'Union européenne joue un rôle encore plus important dans le maintien de la paix et la stabilité en Europe comme dans le monde.

La Chine attache une grande importance au développement de ses relations avec l'Union européenne et le développement des relations avec l'Union européenne occupe toujours une place importante dans la diplomatie chinoise. La Chine souhaite développer ses relations de partenariat global et stratégique avec l'Europe sur le principe d'égalité et d'avantages réciproques. Et nous sommes convaincus que, grâce aux efforts communs, les relations sino-européennes connaîtront encore un plus grand développement.

La France est un pays membre important au sein de l'Union européenne, elle joue toujours un rôle clef dans chaque étape de la construction de l'Union européenne, c'est pourquoi nous croyons que le développement continu des relations sino-françaises profitera au développement des relations sino-européennes.

LE PRESIDENT - Je partage tout à fait le sentiment exprimé par le Président. C'est un sentiment que nous ressentons profondément, notamment avec nos amis allemands. Nous avons, à cet égard, la même approche dans le domaine des relations entre l'Europe et la Chine et nous y attachons la même importance.

Vous m'avez demandé, au-delà des relations commerciales, quelles étaient les autres relations et si je ne devrais pas venir plus souvent en Chine.

Je suis allé très souvent en Chine et c'est un pays que j'aime beaucoup. Malheureusement, maintenant je n'ai plus suffisamment de facilités, de liberté ou d'occasions d'y aller. Je me réjouis d'y revenir dans un an. Les relations doivent, en effet, être à la fois commerciales, mais aussi politiques et culturelles. La culture est un véhicule de paix, à condition, naturellement, de ne pas vouloir l'imposer. Elle doit s'exprimer dans un dialogue, dans le respect de l'autre qui est à la base même de notre approche commune à la Chine et à la France pour ce qui concerne la diversité culturelle, comme on a pu le voir encore récemment à l'UNESCO.

Alors j'attendrai mon prochain voyage en Chine avec peut-être la possibilité d'aller, une fois de plus, dans une ville que j'aime beaucoup qui est Sian. La première fois que j'y suis allé, il y a quinze ou vingt ans, je crois avoir été le premier à affirmer publiquement que Sian était la huitième merveille du monde, surtout quand le tombeau de l'empereur QIN SHI HUANGDI pourra être porté à la connaissance du monde. Les relations culturelles permettent également de développer les relations politiques et nos relations politiques sont excellentes.

Peut-être deux dernières questions ? L'une pour un journaliste français, l'autre pour un journaliste

chinois.

QUESTION - Je souhaite une excellente année du singe au deux présidents. Je voulais revenir sur la déclaration conjointe. Il y a un paragraphe sur les Droits de l'Homme et l'état de droit. Au Président HU JINTAO, je voudrais demander est-ce que pour lui, ce paragraphe, ce domaine est une priorité, et au Président CHIRAC, je voudrais demander quelle coopération, quelle aide, la France peut amener à la Chine dans ce domaine ?

LE PRESIDENT HU JINTAO - Depuis la mise en application de la politique de réforme et d'ouverture de la Chine, tout en menant une réforme de notre système économique, nous avons travaillé d'une manière active et à pas sûrs sur la réforme des institutions politiques de la Chine. Nous avons fait des progrès tangibles en matière de la protection et du développement des Droits de l'Homme en Chine.

Par exemple, nous avons appliqué une série de politiques. Nous avons mis en application la construction d'un état de droit. Nous avons établi le système des représentants populaires, nous avons introduit l'élection directe des représentants populaires au niveau des districts et en dessous. Et nous avons également aboli le système de fonctions à vie.

Nous avons élargi les droits d'autogestion pour les habitants ruraux et les citadins. Nous avons élaboré, approuvé une série de règlements et de lois pour protéger les droits de citoyens. Nous avons également mis en service un système de fonction publique et nous avons amélioré le système de contrôle de l'exercice des fonctions publiques. Toutes ces séries de réformes importantes ont pu assurer une situation stable où le développement économique et l'union, la solidarité nationale sont assurées.

Le développement de la démocratie socialiste ainsi que le développement de la civilisation spirituelle en Chine constitue une partie importante de la construction d'un socialisme aux couleurs chinoises. Donc une partie importante aussi de la construction d'une société de moyenne aisance sur tous les plans.

Comme nous avons dit depuis toujours, sans la démocratie, il n'y aurait pas de socialisme, il n'y aurait donc pas de modernisation socialiste. Si nous voulons construire un socialisme aux couleurs chinoises, il faut développer aussi bien la civilisation économique que la civilisation politique et culturelle. Nous avons maintenant mis l'accent sur le développement global de notre économie, sur un développement harmonieux et un développement durable. Cela comprend tout naturellement la civilisation politique, la civilisation économique, la civilisation matérielle et la civilisation spirituelle.

Dans l'avenir, nous allons continuer à faire des efforts et, conformément aux nouvelles demandes de développement de la situation, conformément aux conditions réelles de la Chine, promouvoir la réforme de nos institutions politiques, développer la démocratie socialiste et appliquer la stratégie de gouverner le pays selon la loi et construire un état de droit.

LE PRESIDENT - Je vais vous donner la parole mais comme on m'avait aussi posé une question, je voudrais répondre. Je répondrai brièvement. D'une part, il y a, depuis longtemps déjà, une coopération s'agissant de l'état de droit et des Droits de l'Homme. Il y a une coopération importante entre les juristes chinois et français avec des contacts, des missions depuis déjà de longues années. Et comme la Chine est un pays de l'écrit, cela a une grande importance. Je voulais simplement vous apporter cette précision qui est souvent mal connue.

QUESTION - Tout d'abord, je me permets de vous souhaiter une bonne année, messieurs les présidents.

Ma première question s'adresse au Président HU JINTAO, vous avez signé avec le Président CHIRAC une déclaration conjointe entre les deux pays. Je me souviens qu'en 1997 le Président JIANG ZEMIN et le Président CHIRAC ont également signé une déclaration conjointe. Est-ce qu'il existe des différences entre les deux déclarations ? S'il y en a, quelles sont les différences entre ces deux déclarations ?

Ma deuxième question s'adresse au Président CHIRAC. Vous avez mentionné, tout à l'heure, qu'en 2003 le volume commercial entre les deux pays a augmenté de 60% et a atteint 13 milliards de dollars américains. Mais en comparaison avec le volume commercial entre la Chine et

l'Allemagne qui était de 30 milliards de dollars américains, quelles seront les mesures que la France adoptera pour rattraper ce retard et pour rétablir un équilibre dans le commerce, surtout maintenant que l'Union européenne envisage la levée de l'embargo contre la Chine ?

LE PRESIDENT HU JINTAO - En 1997, lors de sa visite en Chine, le Président CHIRAC a signé, avec le Président JIANG ZEMIN, la déclaration conjointe entre la Chine et la France. Ce document a joué un rôle important dans nos relations pour le développement du partenariat entre nos deux pays, au cours de ces dernières années.

Dans la déclaration que je viens de signer avec le Président, nous avons passé en revue l'histoire du développement de notre partenariat global depuis 1997 et nous avons avancé des principes pour le développement ultérieur d'un partenariat global et stratégique entre la Chine et la France. Cela permettra donc de développer encore davantage notre coopération sur les plans politique, économique, commercial, culturel, scientifique et éducatif ainsi que le renforcement de notre dialogue et de nos concertations dans les dossiers internationaux.

Personnellement, j'estime qu'il s'agit d'un document qui a hérité de ce qui a existé et qui a ouvert de nouvelles perspectives pour l'avenir. C'est un document qui jouera un rôle important dans la promotion du développement ultérieur des relations sino-françaises.

LE PRESIDENT - Juste un mot pour répondre également. Nous avons engagé un processus qui doit permettre d'augmenter fortement les échanges entre nos deux pays et nous ne contestons pas la qualité des rapports entre l'Allemagne et la Chine mais nous entendons développer notre propre commerce.

Je pense que les orientations et les décisions que nous avons prises, notamment avec le plan d'action pour les entreprises, avec le développement des infrastructures, avec ce que nous envisageons dans le domaine électronucléaire, ferroviaire, aéronautique, cet objectif d'augmentation sensible de notre commerce pourra être atteint.

Mais il y a toujours quelque chose de nouveau dans les relations entre la Chine et la France. Aujourd'hui, c'est le point de presse, sans aucun doute le plus long que j'ai fait depuis que je suis dans cette maison.

Je vous souhaite à tous et à toutes une très bonne année que ce soit celle de la France ou celle de la Chine. Bonne année.